



Communiqué de la Section départementale CGT Finances Publiques de la Corrèze

La directrice départementale des finances publiques a convié ce 4 mai en l'amphithéâtre de la cité administrative les organisations syndicales à une réunion "informelle" sur le calendrier de mise en place du Nouveau Réseau de Proximité. FO et La CGT ne s'y rendront pas.

Depuis maintenant 27 mois, nous luttons pour faire échouer ce plan que nous savons mortifère pour l'avenir de la DGFIP et l'implantation des services publics sur notre territoire.

Plan bien amorcé puisque ces 10 dernières années le seul but est la suppression des emplois : ce sont plus de 25% des effectifs qui ont été sacrifiés. Pour cela, la DGFIP est prête à mentir sur son plan de démantèlement en faisant croire que la DGFIP sera davantage présente qu'à l'heure actuelle. Il y aura bien un ordinateur dans les Établissements France Service mais des services DGFIP totalement injoignables. Le but étant de ne plus recevoir de public alors que la fiscalité se doit d'être expliquée et comprise pour un nécessaire consentement à l'impôt. Les effectifs, ce qui l'en reste, sont tels que bien des missions sont laissées de côté. Pour palier au manque de moyens de la hotline créée pour soulager les centres d'impôt des particuliers, il est demandé aux agents affectés dans les centres de faire des permanences en renfort de leurs propres renforts... cherchez l'erreur. Les tâches jugées "secondaires" s'accumulent dans les services avec des retards se chiffrant en plusieurs mois. Le contexte social est explosif au regard des indicateurs sociaux connus de l'administration.

De son propre aveu, la direction a un calendrier mais ne sait pas comment mettre en œuvre le NRP : Madame la directrice daigne dévoiler en "avant première" le calendrier de son plan social et ses mesures d'accompagnement, qui n'en a que le nom, mais dont l'objectif reste le même. Elle viendra tenter de crédibiliser la parole de ses prédécesseurs, qui, pour vendre ce projet, parlaient d'une vision à 3 ans minimum. Finalement, cela se fera sur quelques mois et dommage pour les êtres humains qui verront leurs conditions de vie et leur travail irrémédiablement changer. Ce sont des victimes collatérales d'une vision très parisienne de l'aménagement du territoire.

Les agents ont massivement montré leur désaccord sur le projet. Les OS, unanimement, l'ont combattu en étant systématiquement mises de côté dans les instances devenues des espaces d'informations et d'exposés viciés pour ne pas dire mensongers.

Les élus locaux, ont exprimé leur refus de voir exploser le réseau de 22 trésoreries du département et la disparition de services. Ils ont voté, à plus de 70%, une motion de maintien du maillage territorial de la DGFIP, conscients du rôle essentiel que jouent pour eux, les trésoreries de proximité, le service aux usagers et l'apport des services publics de plein exercice. La députée et le président du Conseil Départemental se sont exprimés eux aussi dans ce sens. La DGFIP comptait sur la signature de nombreuses conventions au niveau national avec les conseils départementaux. Force est de constater que 60 % ont refusé de s'engager dans ce grand gâchis : La Corrèze n'est donc pas seule à être entrée en résistance à quelques mois de l'élection présidentielle.

Une pétition demandant elle aussi le maintien des services et un VRAI service public, a recueilli des milliers de signatures d'usagers.

Nous refusons de servir de prétexte à un semblant de dialogue social qui n'est là que pour permettre à madame la directrice d'annoncer qu'elle a consulté les organisations syndicales. Nous pensons que les personnes à informer et sans intermédiaires, ce sont les agents puisqu'elle a tout acté et décidé. Elle n'a pas besoin de notre caution morale pour assumer.

Nous appelons l'ensemble des agents à participer massivement, y compris ceux en télétravail, à la journée de grève du lundi 10 mai prochain.